

Police-société: restaurer le lien

La question de savoir si une refonte intégrale des forces de police pourrait raviver le lien et la confiance au sein de la société est intrinsèquement complexe et s'articule autour de multiples facteurs interdépendants.

Flavien BÉNAZET, secrétaire général du Syndicat national unitaire intérieur police nationale (SNUIPN)-FSU

Une réforme policière substantielle est-elle envisageable, pour restaurer la confiance avec la société? La réponse est oui, mais elle nécessitera un bouleversement paradigmatique et une réorientation radicale des politiques en vigueur.

Il est tout d'abord crucial de porter une attention particulière à l'amélioration des processus de recrutement ainsi qu'à la refonte de la formation initiale et continue des agents. Ce changement doit inclure une transformation des méthodes de présélection

du recrutement en intégrant des outils d'évaluation contemporains, tels que des tests psychométriques. La psychométrie, en tant que discipline, vise à comprendre de manière approfondie les capacités cognitives d'un individu, ainsi que sa personnalité et ses tendances comportementales. L'intégration de simulations de situations réelles permettrait de mieux discerner les candidats possédant les compétences et la résilience indispensables à la profession.

Les programmes de formation initiale doivent être substantiellement enrichis pour mieux préparer les futurs gardiens de la paix aux réalités hétérogènes du terrain. Il serait judicieux d'incorporer des modules approfondis sur la gestion des conflits, la psychologie de l'intervention, la diversité culturelle et la sensibilisation aux libertés publiques. Ces ajouts visent à doter les agents d'une compréhension nuancée et holistique des dynamiques sociétales. Par ailleurs, il est absolument nécessaire de focaliser les efforts sur la construction de la confiance et la perception de la légitimité des forces de l'ordre. Cela passe inéluctablement par la promotion de la transparence, l'équité et le respect scrupuleux des droits des citoyens. La mise en œuvre de ces principes fondamentaux constituera le socle d'une relation renouée et pérenne entre la police et la communauté qu'elle sert.

De l'impact de la tenue des gardiens de la paix

La relation symbiotique entre la police et la population constitue un socle fondamental de la cohésion sociale et de la sécurité publique. Dans cette perspective, l'apparence des gardiens de la paix joue un rôle déterminant, souvent sous-estimé. En effet, la tenue des policiers peut substantiellement influencer les perceptions, les attitudes et les interactions entre les forces de l'ordre et les citoyens. Dès lors, il apparaît impérieux et fondamental de la repenser et de la moderniser, pour optimiser le rapprochement entre la police et la population.

Une tenue moins militarisée contribuera de manière significative à l'humanisation de la figure du policier. Lorsque les gardiens de la paix sont perçus comme accessibles et amicaux, cela favorise des interactions empreintes de positivité et renforce la confiance réciproque. Une apparence moins intimidante encouragera les citoyens à se sentir plus à l'aise pour solliciter de l'aide ou signaler des problématiques, éliminant ainsi toute barrière psychologique entravant la communication⁽¹⁾. L'uniforme des gardiens de la paix a été changé pour la dernière fois en 2005, lorsque Nicolas Sarkozy était ministre de l'Intérieur; il a été modifié en 2021.

(1) Richard R. Johnson (université d'Etat d'Indiana, Etats-Unis), « The psychological influence of the police uniform », août 2017.

F. B.

Exit la performance et priorité à la proximité

Afin de restaurer un lien authentique avec la population et d'éviter des tensions superflues, il sera impératif de mettre un terme à la culture de la performance, comme stipulé par la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure.

Le travail des gardiens de la paix ne doit plus être envisagé sous le seul prisme des résultats quantitatifs, mais doit désormais mettre l'accent sur des objectifs qualitatifs. Il est primordial de favoriser la protection des personnes et des biens, en instaurant une police de proximité véritablement efficace. Cela passe par l'allocation de moyens humains en nombre suffisant, afin d'assurer une visibilité constante auprès de la population et de garantir une présence effective sur un maximum de secteurs. Une telle approche permettrait de réduire significativement le sentiment d'insécurité qui prévaut dans certaines zones.

Il apparaît également souhaitable d'accroître le nombre de points

Une réorientation des priorités policières vers des objectifs qualitatifs, conjuguée à une densification des structures de proximité, constituerait une voie prometteuse pour répondre aux attentes légitimes des citoyens en matière de sécurité et de tranquillité publique.



© SERGE D'IGNAZIO (WWW.FLICKR.COM/PHOTOS/119524765@N06)

de contact, tels que des bureaux de quartier, particulièrement dans les secteurs où la criminalité atteint des niveaux préoccupants. Cela contribuerait non seulement à une meilleure réactivité face aux incidents, mais également à un renforcement du lien de confiance entre les forces de l'ordre et les citoyens. Une telle stratégie, en conjuguant une présence accrue et une écoute attentive, s'inscrirait dans une démarche holistique visant à instaurer un climat de sécurité durable et de sérénité au sein de la population.

En somme, une réorientation des priorités policières vers des objectifs qualitatifs, conjuguée à une densification des structures de proximité, constituerait une voie prometteuse pour répondre aux attentes légitimes des citoyens en matière de sécurité et de tranquillité publique.

Une gestion plus apaisée des manifestations

Un sujet d'une importance cruciale pour rétablir des relations harmonieuses entre la police et la population réside dans la maîtrise efficace de la gestion des manifestations. Au cours de ces dernières années, le nombre de manifestants gravement blessés lors de ces événements n'a cessé d'augmenter de manière préoccupante. Certaines unités de police se sont distinguées lors de manifestations en commettant des actes de violence illégitimes et disproportionnés, parmi lesquelles la Brigade de répression de l'action violente motorisée (Brav-M) est particulièrement notable. La nécessité de formations approfondies et de protocoles stricts pour encadrer l'usage de la force apparaît de plus en plus évidente. Une approche fondée sur le respect des droits humains et la proportionnalité des réponses aux actes de violence pourrait contribuer significativement à apaiser les conflits et à restaurer la confiance publique dans les institutions policières.

Par ailleurs, la transparence et la responsabilité des forces de l'ordre doivent être renforcées pour éviter les dérives et les abus de pouvoir. Les mécanismes de surveillance et d'enquête indépendants jouent un rôle crucial dans cette dynamique, permettant de garantir que les actions des policiers soient conformes aux lois et aux attentes de la société en matière de justice et de protection des droits.

Une gestion plus humaine et respectueuse des manifestations, couplée à des réformes structurelles au sein des unités policières, est essentielle pour promouvoir un climat de confiance et de coopération entre la police et la population. Cela nécessite une volonté politique ferme et un engagement continu de toutes les parties prenantes pour construire une société plus juste et pacifique.

Autre élément important qui contribuera à améliorer les relations police-population sera de réformer l'Inspection générale de la police nationale (IGPN). Au fil des années, elle a souvent été critiquée pour son manque d'indépendance réelle vis-à-vis des services qu'elle est censée superviser. Cette situation soulève des préoccupations sérieuses quant à la transparence et l'impartialité de ses enquêtes. Les citoyens doivent être entendus de manière équitable lorsque des abus sont allégués. Une IGPN dépendant du Défenseur des droits semble être une solution pertinente. Toutes ces pistes sont importantes pour renouer le lien entre la police et la population. ●

« Il est absolument nécessaire de focaliser les efforts sur la construction de la confiance et la perception de la légitimité des forces de l'ordre. Cela passe inéluctablement par la promotion de la transparence, l'équité et le respect scrupuleux des droits des citoyens. »